



N° 15-2018

Document mis
en distribution

Le 31 JAN. 2018

ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Enregistré au secrétariat général de l'assemblée le

31 JAN. 2018

RAPPORT

**SUR LE PROJET DE LOI DU PAYS PORTANT MODIFICATION DE LA LOI DU PAYS N° 2014-27
DU 14 AOÛT 2014 PORTANT CRÉATION D'UN DISPOSITIF DE SOUTIEN À LA CRÉATION
AUDIOVISUELLE ET NUMÉRIQUE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE - SCAN,**

*présenté au nom de la commission du logement, des affaires foncières, de
l'économie numérique, de la communication et de l'artisanat*

par M^{mes} Béatrice LUCAS et Patricia AMARU,

*Représentantes à l'assemblée de la Polynésie française,
Rapporteurs du projet de loi du pays.*

Monsieur le président,
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 553/PR du 22 janvier 2018, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de loi du pays portant modification de la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif de soutien à la création audiovisuelle et numérique en Polynésie française - SCAN.

I. Le dispositif SCAN

Dans le cadre du développement et de la professionnalisation de la filière audiovisuelle et numérique, la Polynésie française a créé le dispositif SCAN par la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014. Les aides du dispositif SCAN s'inscrivent donc dans ce cadre en finançant la production, la préparation, la distribution et la promotion des œuvres.

Les bénéficiaires du dispositif SCAN doivent se livrer à des activités de production, de préparation, de distribution et de promotion d'œuvres audiovisuelles ou à des activités de développement de projets innovants du numérique.

Le soutien à la création audiovisuelle ou numérique prend la forme soit d'une aide au développement soit d'une aide à la production. Pour la création audiovisuelle, ce soutien peut également prendre la forme d'une aide à l'écriture. Une commission consultative a également été créée afin d'émettre un avis sur les demandes d'aides.

Les objectifs poursuivis par ce dispositif d'aide publique sont :

- soutenir la réalisation, la production et la coproduction d'œuvres audiovisuelles ;
- valoriser la diversité et la richesse du patrimoine naturel, historique et culturel de la Polynésie française ;
- soutenir l'entrepreneuriat du secteur des technologies de l'information et de la communication ;
- permettre le développement de la filière numérique, ses services, ses contenus ;
- accompagner le développement de plates-formes technologiques ;
- valoriser les compétences des professionnels de l'économie numérique.

II. Le dispositif DAD

Le 14 décembre dernier, l'assemblée de la Polynésie française a adopté la loi du pays n° 2017-44 APF, qui crée le dispositif d'aide au digital - DAD. Ce dernier a pour but d'accompagner les startups, d'encourager le développement de contenus et d'accompagner les entreprises polynésiennes dans leur transition digitale.

Les bénéficiaires du dispositif DAD sont scindés en 4 catégories :

1. La catégorie « *Amorçage aux startups numériques* » ;
2. La catégorie « *Développement d'une startup numérique* » ;
3. La catégorie « *Création numérique* » ;
4. La catégorie « *Transformation digitale* ».

Le dispositif DAD vise à remplacer le dispositif de soutien à la création numérique mis en place en 2014 afin de faire évoluer le dispositif et d'accompagner au mieux les entreprises en tenant compte de l'évolution numérique continue.

III. Suppression du volet « soutien à la création numérique » dans le dispositif SCAN

Après 3 années d'existence, le soutien à la création numérique, tel que prévu dans le dispositif SCAN a démontré ses limites.

En effet, sur cette période, 60 millions XPF ont été alloués au soutien numérique, 16 projets ont été soutenus, à hauteur de 38,7 millions XPF, soit 64 % des crédits alloués utilisés.

Plus d'un tiers des projets numériques soutenus par le biais du dispositif SCAN, n'ont pas pu aboutir tel qu'initialement prévu, ou ont très vite été retirés du marché. Quant à la part des dépenses locales, elles ne représentent guère plus de 40 millions XPF. Soit un retour sur investissement pour le Pays, très faible.

Une réflexion et une réforme du dispositif, conformément au plan de développement de l'écosystème numérique « Smart Polynesia », ont été menées.

C'est dans ce sens que le présent projet de loi du pays propose de supprimer le volet « *soutien à la création numérique* » dans la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014.

Il est également proposé de supprimer la mise à disposition des rushes des tournages. En effet, cette disposition est difficilement applicable lorsque les œuvres audiovisuelles aidées sont des coproductions avec des sociétés françaises ou étrangères. Par ailleurs, depuis la mise en œuvre du SCAN, aucune institution du Pays n'a demandé à visionner les rushes déposés.

IV. Travaux en commission

La commission du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique, de la communication et de l'artisanat a examiné, le 29 janvier 2018, le présent projet de loi du pays.

Lors de cette réunion, ont été exposées les raisons pour lesquelles une modification de la réglementation avait été opérée (*projets numériques non poursuivis ou non aboutis, développement d'applications fonctionnelles non commercialisées*). En effet, il a été rappelé que, contrairement au volet « *soutien à la création audiovisuelle* », le volet « *soutien à la création numérique* » n'était plus adapté au marché concerné d'où l'adoption, en 2017, du dispositif DAD.

* * * * *

À l'issue des débats, le projet de loi du pays portant modification de la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif de soutien à la création audiovisuelle et numérique en Polynésie française – SCAN a recueilli un vote favorable unanime des membres de la commission.

En conséquence, la commission du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique, de la communication et de l'artisanat propose à l'assemblée de la Polynésie française d'adopter le projet de loi du pays ci-joint.

LES RAPPORTEURS

Béatrice LUCAS

Patricia AMARU

TABLEAU COMPARATIF

Projet de loi du pays portant modification de la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif de soutien à la création audiovisuelle et numérique en Polynésie française - SCAN
(Lettre n° 553/PR du 22-1-2018)

Dispositions en vigueur	Modifications proposées
Loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif de soutien à la création audiovisuelle et numérique en Polynésie française - SCAN	Loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif de soutien à la création audiovisuelle (SCA) en Polynésie française
Article LP. 1 ^{er} .— Il est institué un dispositif d'aides financières pour le soutien à la création audiovisuelle et numérique dénommé "SCAN". Ces aides peuvent être accordées en vue de contribuer, dans le cadre du développement et de la professionnalisation de la filière audiovisuelle et numérique , au financement de la production, de la préparation, de la distribution et de la promotion, y compris par l'organisation de manifestations, d'œuvres audiovisuelles et de projets innovants du numérique à vocation patrimoniale et présentant un intérêt particulier d'ordre culturel, social, technique ou économique.	Article LP. 1 ^{er} .— Il est institué un dispositif d'aides financières pour le soutien à la création audiovisuelle dénommé « SCA ». Ces aides peuvent être accordées en vue de contribuer, dans le cadre du développement et de la professionnalisation de la filière audiovisuelle, au financement de la production, de la préparation, de la distribution et de la promotion, y compris par l'organisation de manifestations, d'œuvres audiovisuelles à vocation patrimoniale et présentant un intérêt particulier d'ordre culturel, social ou économique.
TITRE I^{er} LES CRITÈRES D'ATTRIBUTION DU SOUTIEN À LA CRÉATION AUDIOVISUELLE ET NUMÉRIQUE	TITRE I^{er} LES CRITÈRES D'ATTRIBUTION DU SOUTIEN À LA CRÉATION AUDIOVISUELLE
CHAPITRE I^{er} LES BÉNÉFICIAIRES	CHAPITRE I^{er} LES BÉNÉFICIAIRES
Art. LP. 2.— Les bénéficiaires du soutien à la création audiovisuelle et numérique sont : 1° Les personnes physiques résidant en Polynésie française ; 2° Les personnes morales établies en Polynésie française, à l'exception des personnes morales de droit public et des sociétés d'économie mixte ; 3° Les organismes assurant en Polynésie française des actions de promotion ou de formation professionnelle. Ils doivent être à jour de leurs obligations sociales et fiscales, ne pas faire l'objet d'une déclaration de cessation de paiement et se livrer à des activités de production, de préparation, de distribution et de promotion d'œuvres audiovisuelles ou à des activités de développement de projets innovants du numérique relevant d'une nomenclature d'activité française dite "code NAF" telle que fixée par la réglementation applicable en Polynésie française ou d'un code d'activité principale exercée dit "code APE" . Un arrêté pris en conseil des ministres fixe la liste des activités concernées ainsi que leurs codes "NAF" et "APE" .	Art. LP. 2.— Les bénéficiaires du soutien à la création audiovisuelle sont : 1° Les personnes physiques résidant en Polynésie française ; 2° Les personnes morales établies en Polynésie française, à l'exception des personnes morales de droit public et des sociétés d'économie mixte ; 3° Les organismes assurant en Polynésie française des actions de promotion ou de formation professionnelle. Ils doivent être à jour de leurs obligations sociales et fiscales, ne pas faire l'objet d'une déclaration de cessation de paiement et se livrer à des activités de production, de préparation, de distribution et de promotion d'œuvres audiovisuelles relevant d'une nomenclature d'activité française dite « code NAF » telle que fixée par la réglementation applicable en Polynésie française. Un arrêté pris en conseil des ministres fixe la liste des activités concernées ainsi que leurs codes « NAF ».
CHAPITRE II LES CATÉGORIES ÉLIGIBLES	CHAPITRE II LES CATÉGORIES ÉLIGIBLES
Art. LP. 3.— I. - Il est institué cinq catégories distinctes : 1° La catégorie dite "audiovisuelle confirmée" ; 2° La catégorie dite "audiovisuelle premières œuvres" ;	Art. LP. 3.— I - Il est institué quatre catégories distinctes : 1° La catégorie dite « audiovisuelle confirmée » ; 2° La catégorie dite « audiovisuelle premières œuvres » ;

<p>3° La catégorie dite "numérique";</p> <p>4° La catégorie dite "promotion des œuvres";</p> <p>5° La catégorie dite "formation professionnelle".</p> <p>Les œuvres relevant des deux premières catégories doivent correspondre à des programmes dits de "stock" et non de "flux" et être destinées à une diffusion télévisuelle.</p> <p>Pour la catégorie "promotion des œuvres", les aides concourent à la prise en charge de frais supportés par les organismes visés à l'article LP. 2 de la présente loi du pays et sont accordées, annuellement, pour la tenue d'événements faisant la promotion d'un ensemble d'œuvres.</p> <p>Pour la catégorie "formation professionnelle", les aides concourent à la prise en charge de frais supportés par les organismes visés à l'article LP. 2 de la présente loi du pays et sont accordées pour des formations susceptibles de promouvoir ou de soutenir la professionnalisation, l'innovation et le développement de l'audiovisuel et du numérique.</p> <p>II. - Un arrêté pris en conseil des ministres fixe, pour ces catégories :</p> <p>1° Les conditions et critères d'expérience professionnelle des bénéficiaires notamment au regard du nombre d'œuvres ayant déjà fait l'objet d'une diffusion télévisuelle ;</p> <p>2° La notion de programmes dits de "flux" ;</p> <p>3° Le nombre de salariés de l'entreprise ;</p> <p>4° La durée d'exécution du projet ;</p> <p>5° Le genre de l'œuvre, son format et sa durée ;</p> <p>6° Le type de projet numérique et sa durée ;</p> <p>7° Le taux de prise en charge de l'aide au regard du coût de l'opération.</p>	<p>3° La catégorie dite « promotion des œuvres » ;</p> <p>4° La catégorie dite « formation professionnelle ».</p> <p>Les œuvres relevant des deux premières catégories doivent correspondre à des programmes dits de « stock » et non de « flux » et être destinées à une première diffusion télévisuelle.</p> <p>Pour la catégorie « promotion des œuvres », les aides concourent à la prise en charge de frais supportés par les organismes visés à l'article LP 2 de la présente loi du pays et sont accordées, annuellement, pour la tenue d'événements faisant la promotion d'un ensemble d'œuvres.</p> <p>Pour la catégorie « formation professionnelle », les aides concourent à la prise en charge de frais supportés par les organismes visés à l'article LP 2 de la présente loi du pays et sont accordées pour des formations susceptibles de promouvoir ou de soutenir la professionnalisation et le développement de l'audiovisuel.</p> <p>II – Un arrêté pris en conseil des ministres fixe, pour ces catégories :</p> <p>1° Les conditions et critères d'expérience professionnelle des bénéficiaires notamment au regard du nombre d'œuvres ayant déjà fait l'objet d'une diffusion télévisuelle ;</p> <p>2° La notion de programmes dits de « flux » ;</p> <p>3° Le nombre de salariés de l'entreprise ;</p> <p>4° La durée d'exécution du projet ;</p> <p>5° Le genre de l'œuvre, son format et sa durée ;</p> <p>6° Le taux de prise en charge de l'aide au regard du coût de l'opération.</p>
<p style="text-align: center;">TITRE II LES DOMAINES D'INTERVENTION DU SOUTIEN À LA CRÉATION AUDIOVISUELLE</p>	<p style="text-align: center;">TITRE II LES DOMAINES D'INTERVENTION DU SOUTIEN À LA CRÉATION AUDIOVISUELLE</p>
<p>Art. LP. 7.– Le montant maximum de l'aide attribuée au titre du dispositif "SCAN" ne peut excéder la moitié des dépenses effectuées en Polynésie française par le demandeur.</p> <p>Un arrêté pris en conseil des ministres détermine la nature des dépenses prévues à l'alinéa précédent.</p>	<p>Art. LP. 7.– Le montant maximum de l'aide attribuée au titre du dispositif « SCA » ne peut excéder la moitié des dépenses effectuées en Polynésie française par le demandeur.</p> <p>Un arrêté pris en conseil des ministres détermine la nature des dépenses prévues à l'alinéa précédent.</p>
<p style="text-align: center;">TITRE III LES DOMAINES D'INTERVENTION DU SOUTIEN À LA CRÉATION NUMÉRIQUE</p> <p>Art. LP. 8. — Le soutien à la création numérique prend la forme :</p> <p>1° D'une aide au développement ;</p> <p>2° D'une aide à la production.</p> <p>Art. LP. 9. — I. — Un arrêté pris en conseil des ministres précise pour les types d'aides prévues à l'article précédent :</p> <p>1° La nature des frais destinés à être couverts par ces aides ;</p> <p>2° Le taux de prise en charge de l'aide au regard du coût de l'opération ;</p>	

<p>3° Les plafonds d'aides susceptibles d'être alloués pour chaque projet.</p> <p>II. — Un arrêté pris en conseil des ministres fixe les modalités d'attribution ainsi que la nature des renseignements et documents justificatifs qui doivent être remis pour l'obtention de l'aide. Ces renseignements et documents comprennent notamment des informations détaillées sur la situation financière du demandeur ainsi que sur sa situation à l'égard des organismes sociaux.</p>	
<p style="text-align: center;">TITRE IV LA COMMISSION CONSULTATIVE DU DISPOSITIF DE SOUTIEN À LA CRÉATION AUDIOVISUELLE ET NUMÉRIQUE</p>	<p style="text-align: center;">TITRE IV LA COMMISSION CONSULTATIVE DU DISPOSITIF DE SOUTIEN À LA CRÉATION AUDIOVISUELLE</p>
<p>Art. LP. 10.— Il est créé une commission consultative chargée de donner un avis sur les demandes d'aides relevant du dispositif "SCAN".</p> <p>La commission est notamment composée de personnalités et de professionnels dont l'activité, la fonction ou les compétences sont de nature à enrichir les débats relatifs à l'instruction des demandes d'aide.</p> <p>La composition et les modalités d'organisation et de fonctionnement de la commission sont fixées par un arrêté pris en conseil des ministres.</p>	<p>Art. LP. 10.— Il est créé une commission consultative chargée de donner un avis sur les demandes d'aides relevant du dispositif « SCA ».</p> <p>La commission est notamment composée de personnalités et de professionnels dont l'activité, la fonction ou les compétences sont de nature à enrichir les débats relatifs à l'instruction des demandes d'aide.</p> <p>La composition et les modalités d'organisation et de fonctionnement de la commission sont fixées par un arrêté pris en conseil des ministres.</p>
<p><u>Art. LP. 12.</u>— Par dérogation à l'article LP. 6 de la loi du pays n° 2009-15 APF du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes, la durée d'instruction est d'un mois.</p> <p>L'autorité administrative fixe le calendrier annuel à raison de trois sessions tant pour le dépôt des dossiers que pour la tenue de commission.</p>	<p><u>Art. LP. 12.</u>— Par dérogation à l'article LP. 4 de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes, la durée d'instruction est d'un mois.</p> <p>L'autorité administrative fixe le calendrier annuel à raison de trois sessions tant pour le dépôt des dossiers que pour la tenue de commission.</p>
<p>Art. LP. 13.— Tout bénéficiaire du dispositif doit :</p> <p>1° Entamer le projet subventionné dans un délai de trois mois à compter de la notification de l'arrêté d'attribution au bénéficiaire ;</p> <p>2° Achever l'œuvre dans un délai maximum de deux ans pour les catégories "audiovisuelle confirmée" et "audiovisuelle premières œuvres", et dans un délai maximum d'un an pour la catégorie "numérique". Toutefois, sur demande motivée du bénéficiaire, le ministre en charge de l'économie numérique peut décider, compte tenu de la spécificité de l'œuvre considérée ou de la nature des difficultés rencontrées, d'accorder un nouveau délai ;</p> <p>3° Favoriser l'accueil et l'accompagnement de stagiaires, essentiellement lors de projets de production audiovisuelle ou numérique ;</p> <p>4° Pour les catégories "audiovisuelle confirmée" et "audiovisuelle premières œuvres", faire porter la mention "Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française" au générique de fin de l'œuvre audiovisuelle dans la même taille et police de caractère que celles utilisées pour la mention des acteurs principaux de l'œuvre et, dans la mesure du possible, dans tous leurs supports de communication et de promotion ;</p>	<p>Art. LP. 13.— Tout bénéficiaire du dispositif doit :</p> <p>1° - Entamer le projet subventionné dans un délai de trois mois à compter de la notification de l'arrêté d'attribution au bénéficiaire ;</p> <p>2° - Achever l'œuvre dans un délai maximum de deux ans pour les catégories « audiovisuelle confirmée » et « audiovisuelle premières œuvres ». Toutefois, sur demande motivée du bénéficiaire, l'autorité décisionnelle peut décider, compte tenu de la spécificité de l'œuvre considérée ou de la nature des difficultés rencontrées, d'accorder un nouveau délai ;</p> <p>3° - Favoriser l'accueil et l'accompagnement de stagiaires, essentiellement lors de projets de production audiovisuelle ;</p> <p>4° - Pour les catégories « audiovisuelle confirmée » et « audiovisuelle premières œuvres », faire porter la mention « Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française » dans tous leurs supports de communication et de promotion et au générique de fin de l'œuvre audiovisuelle dans la même taille et police de caractère que les acteurs principaux de l'œuvre ;</p>

<p>5° Pour la catégorie "numérique", faire porter la mention "Avec le concours financier de la Polynésie française" dans les conditions légales et rubriques "À propos" et, dans la mesure du possible, dans tous les supports de communication et de promotion ;</p> <p>6° Remettre au service instructeur une copie de l'œuvre audiovisuelle sous la forme d'un fichier numérique et d'un DVD ;</p> <p>7° Pour les catégories "audiovisuelle confirmée" et "audiovisuelle premières œuvres", sans préjudice des droits d'auteur, mettre à la disposition de la Polynésie française une banque d'images photographiques ainsi que des textes d'actualités sur le tournage des œuvres afin que la Polynésie française puisse en faire usage à des fins promotionnelles et non commerciales ;</p> <p>8° Pour les catégories "audiovisuelle confirmée" et "audiovisuelle premières œuvres", autoriser la Polynésie française, après première diffusion de l'œuvre à utiliser une bande annonce d'une durée minimum d'une minute, à des fins exclusivement promotionnelles et non commerciales ;</p> <p>9° Pour les catégories "audiovisuelle confirmée" et "audiovisuelle premières œuvres", autoriser la Polynésie française après visionnage de l'œuvre complète, à sélectionner et disposer gracieusement de rushes de tournage dans les conditions définies par arrêté pris en conseil des ministres. La Polynésie française ne pourra utiliser ces images que dans le cadre de la promotion touristique et culturelle du pays ;</p> <p>10° Pour les catégories "audiovisuelle confirmée" et "audiovisuelle premières œuvres", céder de manière non exclusive et gratuite au Pays et pour une durée de cinq ans, les droits de représentation pour une exploitation non commerciale de l'œuvre pour la Polynésie française cinq ans après la première diffusion. Les droits non commerciaux étant strictement définis comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la représentation publique de l'œuvre audiovisuelle dans les salles du secteur non commercial, dans tous marchés, festivals ou manifestations promotionnelles ; - l'exploitation de l'œuvre audiovisuelle à des fins culturelles ou pédagogiques (médiathèques, éducation). 	<p>5° - Remettre au service instructeur une copie de l'œuvre audiovisuelle sous la forme d'un fichier numérique dans le format du master ;</p> <p>6° - Pour les catégories « audiovisuelle confirmée » et « audiovisuelle premières œuvres », sans préjudice des droits d'auteur, mettre à la disposition de la Polynésie française une banque d'images photographiques ainsi que des textes d'actualités sur le tournage des œuvres afin que la Polynésie française puisse en faire usage à des fins promotionnelles et non commerciales ;</p> <p>7° - Pour les catégories « audiovisuelle confirmée » et « audiovisuelle premières œuvres », autoriser la Polynésie française, après première diffusion de l'œuvre à utiliser une bande annonce d'une durée minimum d'une minute, à des fins exclusivement promotionnelles et non commerciales ;</p> <p>8° - Pour les catégories « audiovisuelle confirmée » et « audiovisuelle premières œuvres », céder de manière non exclusive et gratuite au Pays et pour une durée de cinq ans, les droits de représentation pour une exploitation non commerciale de l'œuvre pour la Polynésie française cinq ans après la première diffusion. Les droits non commerciaux étant strictement définis comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la représentation publique de l'œuvre audiovisuelle dans les salles du secteur non commercial, dans tous marchés, festivals ou manifestations promotionnelles ; - l'exploitation de l'œuvre audiovisuelle à des fins culturelles ou pédagogiques (médiathèques, éducation).
<p>Art. LP. 14.— Par dérogation à l'article LP. 23 de la loi du pays n° 2009-15 APF du 24 août 2009 précitée, une œuvre des catégories "audiovisuelle confirmée" et "audiovisuelle premières œuvres" ayant connu un commencement d'exécution peut se voir attribuer une aide à condition toutefois que ladite œuvre n'ait pas été achevée et diffusée.</p>	<p>Art. LP. 14.— Par dérogation à l'article LP 22 de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes, une œuvre des catégories « audiovisuelle confirmée » et « audiovisuelle premières œuvres » ayant connu un commencement d'exécution peut se voir attribuer une aide à condition toutefois que ladite œuvre n'ait pas été achevée et diffusée.</p>



TEXTE ADOPTÉ N° 2018-18 LP/APF

ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

LOI ORGANIQUE N° 2004-192 DU 27 FÉVRIER 2004

SESSION ADMINISTRATIVE

LOI DU PAYS

(NOR : ADN1820018LP-4)

portant modification de la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif de soutien à la création audiovisuelle et numérique en Polynésie française - SCAN

L'assemblée de la Polynésie française a adopté le projet de loi du pays dont la teneur suit :

Travaux préparatoires :

- Arrêté n° 109 CM du 22 janvier 2018 soumettant un projet de loi du pays à l'assemblée de la Polynésie française ;
 - Examen par la commission du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique, de la communication et de l'artisanat le 29 janvier 2018 ;
 - Rapport n° 15-2018 du 31 janvier 2018 de M^{mes} Béatrice LUCAS et Patricia AMARU, rapporteurs du projet de loi du pays ;
 - Adoption en date du 7 juin 2018 ;
-

Article LP 1.- L'intitulé de la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 est ainsi rédigé :

« Loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif de soutien à la création audiovisuelle (SCA) en Polynésie française. »

Article LP 2.- L'article LP 1 de la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014, est ainsi rédigé :

« Il est institué un dispositif d'aides financières pour le soutien à la création audiovisuelle dénommé « SCA ».

Ces aides peuvent être accordées en vue de contribuer, dans le cadre du développement et de la professionnalisation de la filière audiovisuelle, au financement de la production, de la préparation, de la distribution et de la promotion, y compris par l'organisation de manifestations, d'œuvres audiovisuelles à vocation patrimoniale et présentant un intérêt particulier d'ordre culturel, social ou économique. »

Article LP 3.- Le Titre I^{er} de la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014, est ainsi rédigé :

« Les critères d'attribution du soutien à la création audiovisuelle. »

Article LP 4.- L'article LP 2 de la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014, est ainsi rédigé :

« Les bénéficiaires du soutien à la création audiovisuelle sont :

- 1° Les personnes physiques résidant en Polynésie française ;*
- 2° Les personnes morales établies en Polynésie française, à l'exception des personnes morales de droit public et des sociétés d'économie mixte ;*
- 3° Les organismes assurant en Polynésie française des actions de promotion ou de formation professionnelle.*

Ils doivent être à jour de leurs obligations sociales et fiscales, ne pas faire l'objet d'une déclaration de cessation de paiement et se livrer à des activités de production, de préparation, de distribution et de promotion d'œuvres audiovisuelles relevant d'une nomenclature d'activité française dite « code NAF » telle que fixée par la réglementation applicable en Polynésie française.

Un arrêté pris en conseil des ministres fixe la liste des activités concernées ainsi que leurs codes « NAF ».

Article LP 5.- L'article LP 3 de la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014, est ainsi rédigé :

« I – Il est institué quatre catégories distinctes :

- 1° La catégorie dite « audiovisuelle confirmée » ;*
- 2° La catégorie dite « audiovisuelle premières œuvres » ;*
- 3° La catégorie dite « promotion des œuvres » ;*
- 4° La catégorie dite « formation professionnelle ».*

Les œuvres relevant des deux premières catégories doivent correspondre à des programmes dits de « stock » et non de « flux » et être destinées à une première diffusion télévisuelle.

Pour la catégorie « promotion des œuvres », les aides concourent à la prise en charge de frais supportés par les organismes visés à l'article LP 2 de la présente loi du pays et sont accordées, annuellement, pour la tenue d'événements faisant la promotion d'un ensemble d'œuvres.

Pour la catégorie « formation professionnelle », les aides concourent à la prise en charge de frais supportés par les organismes visés à l'article LP 2 de la présente loi du pays et sont accordées pour des formations susceptibles de promouvoir ou de soutenir la professionnalisation et le développement de l'audiovisuel.

II – Un arrêté pris en conseil des ministres fixe, pour ces catégories :

- 1° Les conditions et critères d'expérience professionnelle des bénéficiaires notamment au regard du nombre d'œuvres ayant déjà fait l'objet d'une diffusion télévisuelle ;*
- 2° La notion de programmes dits de « flux » ;*
- 3° Le nombre de salariés de l'entreprise ;*
- 4° La durée d'exécution du projet ;*
- 5° Le genre de l'œuvre, son format et sa durée ;*
- 6° Le taux de prise en charge de l'aide au regard du coût de l'opération. »*

Article LP 6.- L'article LP 7 de la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014, est ainsi rédigé :

« Le montant maximum de l'aide attribuée au titre du dispositif « SCA » ne peut excéder la moitié des dépenses effectuées en Polynésie française par le demandeur.

Un arrêté pris en conseil des ministres détermine la nature des dépenses prévues à l'alinéa précédent. »

Article LP 7.- Le Titre III de la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 et les articles LP 8 et LP 9, sont abrogés.

Article LP 8.- Le Titre IV de la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014, est ainsi rédigé :

« La commission consultative du dispositif de soutien à la création audiovisuelle ».

Article LP 9.- L'article LP 10 de la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014, est ainsi rédigé :

« Il est créé une commission consultative chargée de donner un avis sur les demandes d'aides relevant du dispositif « SCA ».

La commission est notamment composée de personnalités et de professionnels dont l'activité, la fonction ou les compétences sont de nature à enrichir les débats relatifs à l'instruction des demandes d'aide.

La composition et les modalités d'organisation et de fonctionnement de la commission sont fixées par un arrêté pris en conseil des ministres. »

Article LP 10.- Le premier alinéa de l'article LP 12 de la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Par dérogation à l'article LP. 4 de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes, la durée d'instruction est d'un mois. »

Article LP 11.- L'article LP 13 de la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014, est ainsi rédigé :

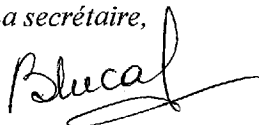
« Tout bénéficiaire du dispositif doit :

- 1° - Entamer le projet subventionné dans un délai de trois mois à compter de la notification de l'arrêté d'attribution au bénéficiaire ;*
- 2° - Achever l'œuvre dans un délai maximum de deux ans pour les catégories « audiovisuelle confirmée » et « audiovisuelle premières œuvres ». Toutefois, sur demande motivée du bénéficiaire, l'autorité décisionnelle peut décider, compte tenu de la spécificité de l'œuvre considérée ou de la nature des difficultés rencontrées, d'accorder un nouveau délai ;*
- 3° - Favoriser l'accueil et l'accompagnement de stagiaires, essentiellement lors de projets de production audiovisuelle ;*
- 4° - Pour les catégories « audiovisuelle confirmée » et « audiovisuelle premières œuvres », faire porter la mention « Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française » dans tous leurs supports de communication et de promotion et au générique de fin de l'œuvre audiovisuelle dans la même taille et police de caractère que les acteurs principaux de l'œuvre ;*
- 5° - Remettre au service instructeur une copie de l'œuvre audiovisuelle sous la forme d'un fichier numérique dans le format du master ;*
- 6° - Pour les catégories « audiovisuelle confirmée » et « audiovisuelle premières œuvres », sans préjudice des droits d'auteur, mettre à la disposition de la Polynésie française une banque d'images photographiques ainsi que des textes d'actualités sur le tournage des œuvres afin que la Polynésie française puisse en faire usage à des fins promotionnelles et non commerciales ;*
- 7° - Pour les catégories « audiovisuelle confirmée » et « audiovisuelle premières œuvres », autoriser la Polynésie française, après première diffusion de l'œuvre à utiliser une bande annonce d'une durée minimum d'une minute, à des fins exclusivement promotionnelles et non commerciales ;*
- 8° - Pour les catégories « audiovisuelle confirmée » et « audiovisuelle premières œuvres », céder de manière non exclusive et gratuite au Pays et pour une durée de cinq ans, les droits de représentation pour une exploitation non commerciale de l'œuvre pour la Polynésie française cinq ans après la première diffusion. Les droits non commerciaux étant strictement définis comme suit :*
 - la représentation publique de l'œuvre audiovisuelle dans les salles du secteur non commercial, dans tous marchés, festivals ou manifestations promotionnelles ;*
 - l'exploitation de l'œuvre audiovisuelle à des fins culturelles ou pédagogiques (médiathèques, éducation). »*

Article LP 12.- L'article LP 14 de la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014, est ainsi rédigé : *« Par dérogation à l'article LP 22 de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes, une œuvre des catégories « audiovisuelle confirmée » et « audiovisuelle premières œuvres » ayant connu un commencement d'exécution peut se voir attribuer une aide à condition toutefois que ladite œuvre n'ait pas été achevée et diffusée. »*

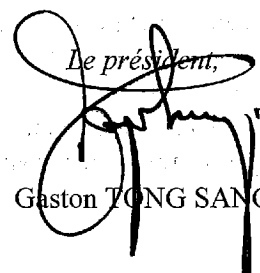
Délibéré en séance publique, à Papeete, le 7 juin 2018

La secrétaire,



Béatrice LUCAS

Le président,



Gaston TONG SANG